Considerations

SUR LA POLITIQUE.

[Etude lue par M. H. d'Hellencourt, devant l'Association Libérale Française de Winnipeg].

Suite.

Cela est si vrai que le mot Politique vient du mot grec *polis* qui veut dire ville, et ce sont des législateurs, les Lycirgues, les Solons, que nous trouvons au début comme chefs de ces villes.

Depuis, les circonstances ont pu changer, les intérêts se modifier à l'infini ; le problème a pu se compliquer, la solution est restée la même : l'harmonie et la prospérité de la communauté.

Dans le cours des siècles les villes en se réunissant en provinces, les provinces en états, ont agrandi le champ de la Politique, mais le but réel est resté immuable.

Aussi nulle formule ne peut-elle plus justement définir le rôle de la Politique que la formule célèbre :

Pour le Peuple et par le Peuple.

Tout est là, Messieurs, et quiconque oublie un seul instant cette vérité est assuré de faire fausse route, de dénaturer la Politique.

Comme je vous l'ai dit, la chose était facile au début ; les individus de la tribu, plus tard les citoyens de la ville, se réunissaient sur le Forum ; chacun exprimait son opinion, énonçait ses vues, et en fin de compte le peuple lui-même décidait de ce qu'il croyait bon et utile de faire, puis désignait ceux qu'il chargeait de l'exécution.

Mais peu à peu, l'augmentation de la population vint rendre difficiles ces sortes de consultations de la volonté populaire ; puis les intérêts se compliquèrent, créant des difficultés nouvelles ; enfin, les diversités de condition, de richesses, d'éducation firent naître l'envie, la jalousie ; les chicanes surgirent, les dissensions firent leur œuvre et dans l'impossibilité de s'entendre, les hommes furent satisfaits de se débarrasser de ce fardeau entre les mains de citoyens que désignaient leurs vertus ou plus simplement leur énergie.

Dans le Forum, la foule toujours empressée, au lieu de commander, subit la volonté des Periclès, des Alcibiades pour finalement devenir le troupeau humain que menèrent paître les Césars, rois et empereurs.

Il faudrait des volumes pour étudier comment les hommes arrivèrent ainsi à abdiquer leur volonté, et comment celle de chefs tout puissants se substituèrent à la leur ; signalons toutefois en passant l'influence néfaste qu'exercèrent à cet égard les rivalités de peuples, dégénérant en guerres, qui du pavois portèrent les chefs vainqueurs jusque sur les trônes.

Les choses durèrent ainsi pendant des siècles avec des fortunes diverses, des tentatives d'indépendance facilement réprimées, parce qu'elles ne reposaient pas encore sur les aspirations de la masse, mais seulement de certaines classes, (paysans de la jacquerie, marchands des villes libres, hauts barons anglais), jusqu'au jour où l'éducation se développant, pénétrant dans les masses, vint élargir l'horizon de l'intelligence humaine, réveiller le sentiment de la responsabilité et de l'individualité qui distinguent l'homme de l'animal et finalement éclairer le peuple sur ses droits.

La révolution de 1789, provoquée par les fautes et les excès de ceux à qui le peuple avait confié ses destinées, fut le signal de ce renouveau ; le peuple reprenait l'autorité qui lui revenait de droit et retournait à la forme rationelle de gouvernement.

Mais alors se posait un nouveau problème, la densité de la population, l'étendue des territoires, rendaient impossible de prime abord l'ancien mode de consultation du Forum ; alors, naquit la forme de gouvernement parlementaire dans laquelle un certain nombre de délégués, choisis par le peuple et le représentant, furent chargés de veiller aux intérêts du peuple, de gérer la politique de la nation.

Telle est aujourd'hui, Messieurs, la situation de presque toutes les nations du globe sous une forme plus ou moins perfectionnée, et remarquez bien, je vous prie, que le juste désir du peuple de se gouverner par lui-même s'accommode parfaitement de la royauté même ; nous en avons une preuve dans le fonctionnement si parfait, si vraiment populaire des institutions anglaises qui nous régissent.

Cet aperçu historique, ce coup d'œil rapide jeté sur le passé était nécessaire, pour nous permettre d'affirmer la nécessité absolue de la Politique et sa juste influence.

Comme vous avez pu vous en convaincre, au milieu de toutes ces transformations, ce qu'on est convenu d'appeler la Politique, au sens exact du mot, n'a point changé ; seuls, ceux qui avaient mission, soit par droit de contrat consenti par le peuple, comme les rois, ou par droit d'élection, comme les empereurs ou les députés, ont trahi, parfois, le mandat qui leur était confié et oubliant leur rôle, ont méconnu les droits du peuple pour servir leurs propres intérêts.

Mais de même que la Religion est nécessaire à l'âme et par suite existera éternellement, de même la Politique doit forcément exister et existera tant que les hommes auront pour enveloppe à leur âme un corps qui leur crée des besoins, tant que, suivant la parole divine, il leur faudra gagner leur "pain à la sueur de leur front," et j'ajouterais, tant que le rôle de l'homme, sur cette terre, sera de créer une famille et d'en assurer l'existence.

Car, si l'on peut concevoir, si l'on peut admettre que l'homme, en tant qu'individu isolé, a le droit de négliger tous ses intérêts matériels, de dédaigner la vie terrestre pour ne songer qu'au salut de son âme, si par suite, en tant qu'individu isolé, il a le droit de se réfugier dans les déserts de la pénitence et le détachement du monde, on ne saurait oublier, d'autre part, que l'homme lui-même n'est qu'une unité d'un tout nécessaire, qu'il n'a point été créé, doué de forces et de qualités, armé de l'intelligence et du raisonnement, uniquement dans son seul intérêt, mais bien pour remplir des devoirs sur la terre, pour y créer une famille, pour coopérer, en un mot, à l'œuvre de l'humanité et par suite nous devons conclure que d'une manière générale, quiconque se détache de ses devoirs envers l'humanité, quiconque oublie son rôle, celui-là méconnait le but pour lequel le Créateur l'a placé ici-bas et lui a fait l'aumône de la vie.

C'est donc un devoir absolu, un devoir sacré, pour tout homme, de concourir au bien-être de la société, à son progrès, à son développement matériel et intellectuel, c'est-à-dire de s'intéresser à la Politique, nom sous lequel les hommes désignent tout ce qui a trait à ce bien-être matériel, à ce progrès, à ce développement physique et intellectuel.

Nous avons vu, Messieurs, la raison d'être de la politique, et aussi son histoire, nous en avons déduit le but auquel elle doit tendre, qui est celui que je viens d'énoncer, nous en avons donc fini en quelque sorte avec le rôle théorique de la question, entrons hardiment dans la pratique, et voyons quels sont ses moyens d'action, et quelles doivent être ses règles.

Ses moyens d'action ; ils sont exclusivement humains et c'est bien là malheureusement que gît l'immense difficulté, c'est de là que surgirent toutes les erreurs qui déshonorèrent la politique au cours des siècles passés, et trop souvent la discréditent encore de nos jours.

Ce sont là maux inhérents à notre faiblesse humaine, et il serait profondément injuste, permettez-moi de vous le dire, de prétendre en faire retomber l'entière responsabilité sur ceux-là seuls qui ont assumé le poids d'une si lourde tâche.

Croyez-vous que ce soit un jeu, de considérer, apprécier exactement et concilier les mille intérêts individuels qui, chaque jour à chaque heure, s'efforcent de prévaloir sur l'intérêt général ? Quel homme peut, ici-bas, se targuer de voir toujours juste, d'être à l'abri des méprises ? Quel homme oserait se vanter d'avoir abdiqué entièrement toute idée personnelle, toute inclination particulière capable d'entacher d'erreur son jugement ?

Quel problème, Messieurs, et quelle responsabilité pour les hommes politiques, pour les hommes qui ont la charge de nos intérêts !

Ils ont assurément pour se guider, des principes généraux, des règles indiscutables posées par Dieu lui-même, comme l'amour du prochain, le respect du bien d'autrui ; mais au milieu de quel dédale ne leur faut-il pas se promener chaque jour avant de trouver la voie droite.

Ce ne sont pas seulement les intérêts multiples qu'il faut concilier, ce sont aussi les circonstances journalières, les ambitions à réfréner, les passions à arrêter ; et cela au milieu d'un changement incessant des conditions d'être, changements provoqués par le développement de la nation elle-même et des nations environnantes.

Et pour couronner le tout, la mauvaise foi, le dénigrement, les clameurs du fanatisme, de la partisannerie ou, pis encore, de l'ignorance.

Pour les aider dans leur tâche ingrate, ils n'ont, comme auxiliaires, que des hommes soumis comme eux à toutes les infirmités humaines, et qui plus est, exposés par leurs fonctions mêmes à tontes les tentations.

Comme moyens d'action, ils n'ont que la bonne volonté et l'accord d'autres hommes que leur intérêt ou leur ambition prédispose la plupart du temps, à méconnaître la vérité ; et ceux-là même pour lesquels ils travaillent, le peuple, dont ils s'efforcent d'assurer la prospérité, les jugent injustement, ou ce qui est pire, ne savent pas les comprendre par suite de leur ignorance même.

Il ne faut point se le dissimuler, Messieurs, les peuples en effet sont en grande partie responsables des excès ou des erreurs de ceux qu'ils ont placés à leur tête, car si chaque citoyen s'était trouvé lui-même assez instruit, honnête, et soucieux de ses intérêts aussi bien que de ceux de ses voisins, ces tyrans, ces mauvais rois, ces députés ambitieux n'auraient pu commettre ces excès monstrueux, ils n'auraient pu perpétuer les erreurs que nous déplorons, ils n'auraient pu résister un seul jour à l'unanimité de l'opinion populaire.

Quand la voix tonnante du peuple se fait entendre, quand les citoyens convaincus, à tort ou à raison, du bon droit de leurs réclamations sont unanimes dans leur protestation : les trônes tremblent, vacillent et s'effondrent, les législatures disparaissent et s'écroulent.

C'est qu'en effet, Messieurs, le seul moyen d'action en politique c'est la volonté populaire, l'accord du peuple, et lorsque, par ignorance ou par passion le peuple se désintéresse de ses droits ou, pis encore, les comprend mal, c'est

Suite, page 4.

